

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 25/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EPC FRANCE

4 rue Saint-Martin
13310 Saint-Martin-De-Crau

Références : STE-BARBE_EPC-FRANCE_2025-09-24_RAPVI_AN-pertes-utilites_CP_01983
Code AIOT : 0006201797

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement EPC FRANCE implanté 17 RUE DE LIBAVILLE CHEUBY 57640 SAINTE-BARBE. L'inspection a été annoncée le 22/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2.1.2.a « Pertes d'utilités » sur des sites Seveso seuil haut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- 17 RUE DE LIBAVILLE CHEUBY 57640 SAINTE-BARBE

- Code AIOT : 0006201797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société EPC France anciennement Nitro-BickFord est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations de stockage sur la commune de Sainte-Barbe par arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 modifié.

Le site est notamment soumis à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réexamen étude de danger (EDD)	Code de l'environnement du 04/09/2025, article R515-98 partiel	Sans objet
2	Quantités stockées	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 2 modifié	Sans objet
3	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points contrôlés n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées (l'inspection).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen étude de danger (EDD)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/09/2025, article R515-98 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission réexamen EDD
Prescription contrôlée : [...] <p>II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. [...]</p>
Constats :

<p>Par courrier du 5 mai 2025, l'exploitant a transmis la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers (EDD), la dernière transmission datant d'octobre 2019.</p> <p>Cette notice a mis en évidence le respect de la méthodologie et une bonne prise en compte et analyse des éléments.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Quantités stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 2 modifié</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, quantités stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 est modifié par arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-59 du 21 mars 2016 comme suit : tableau non reproduit (données confidentielles)</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu l'état des stocks de l'exploitant, l'inspection a constaté que les capacités maximales autorisées étaient respectées le jour de la visite. Cf constats détaillés en annexe confidentielle</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La prescription est respectée. Des informations complémentaires sont mentionnées en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 partiel</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

[...]L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

[...]

- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

[...]

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

[...]

Constats :

La prescription est respectée.

Des informations complémentaires sont mentionnées en annexe confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite